



La bataille déplaisante autour de la Hongrie — menée par l'Union européenne

Depuis longtemps déjà, tout observateur attentif savait que ce scrutin était appelé à entrer dans l'histoire — non seulement de celle du pays, mais aussi de l'Europe tout entière. Une séquence aussi marquante que déplaisante.

René Zittlau

mer. 15 avr. 2026

Introduction

Par définition, une bataille est un affrontement militaire majeur et décisif. Même si nous nous concentrons ici sur les élections législatives, il n'est pas exagéré de qualifier ce scrutin de décisif et crucial. Les résultats électoraux désormais connus

et leurs conséquences auront des répercussions dans toute l'Europe, et probablement au-delà.

L'UE fait fi du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures

En termes de taille et de puissance économique, la Hongrie ne fait pas partie des pays capables d'influencer de manière significative le cours des événements en Europe selon ces critères. Cela vaut en revanche pour des États comme l'Allemagne, la France ou, dans une moindre mesure, la Pologne. Et pourtant, les élections législatives dans la petite Hongrie ont pratiquement mis toute l'Europe en ébullition à l'approche du scrutin. Les reportages de ces derniers jours et semaines ont montré que les gouvernements d'au moins quatre pays étaient en état d'alerte maximale. Il s'agit de la Hongrie, de la Serbie, de la Slovaquie et de l'Ukraine. Les raisons de cette situation sont très variées.

Mais ce n'est pas tout. L'ensemble des dirigeants de l'UE, y compris les puissances dominantes que sont l'Allemagne et la France, se sont livrés à une succession de manœuvres frénétiques. L'hystérie qui s'est emparée de Bruxelles a des causes profondes. Ces causes trouvent leur origine dans la nature antidémocratique de l'Union européenne en tant que construction politique. Dans la situation internationale extrêmement fragile d'aujourd'hui, cette structure produit des effets encore plus antidémocratiques. Ces effets, à leur tour, entrent inévitablement en contradiction avec les principes fondateurs de la construction politique de l'Union européenne, pourtant considérés comme intangibles.

C'est précisément dans cette chaîne de causalité que nous devons chercher les motivations qui sous-tendent le comportement des dirigeants de l'UE envers la Hongrie — un comportement qui ne peut s'expliquer par la « démocratie » ou « l'UE ». Cela a dû constituer une nouveauté dans la longue histoire d'ingérence démocratiquement illégitime de l'UE dans les processus nationaux que les dirigeants de l'UE dans leur ensemble aient mobilisé tous les pouvoirs à leur disposition pour influencer le résultat d'une élection parlementaire dans un État membre de l'UE démocratiquement constitué, en s'appuyant sur un État qui glorifie et prend pour modèle le fascisme allemand.

Il existe certes des exemples d'ingérence de l'UE dans des élections, comme l'élection présidentielle roumaine de 2025, dont le premier tour a d'abord été déclaré invalide sous la pression de l'UE, mais six mois plus tard, le second tour a

été organisé de manière à garantir la victoire du bon candidat – celui qui croyait sincèrement en la cause de l'UE. De même, l'arrivée au pouvoir de Maja Sandu en Moldavie aurait été impensable et impossible sans l'UE.

La situation aurait-elle pu être pire en Hongrie ? Les dirigeants de l'UE ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour imposer un résultat qui profite à l'Ukraine – un pays non membre de l'UE qui glorifie le fascisme allemand – et qui va clairement à l'encontre des intérêts nationaux de la Hongrie, un État membre de l'UE.

Qu'il soit clairement établi ici que toute ingérence d'un État dans les élections nationales d'un autre est illégale.

La Hongrie s'oppose à la guerre en Ukraine et soutient l'indépendance énergétique et l'autodétermination politique

Victor Orban est à la tête du gouvernement hongrois depuis 16 années consécutives, soit plus longtemps que tout autre chef de gouvernement en exercice au sein de l'UE. Alors que le conflit en Ukraine menaçait d'éclater, il a plaidé en faveur d'une résolution pacifique de toutes les questions litigieuses, notamment par le biais de négociations personnelles à Moscou. Il a réitéré à plusieurs reprises et avec force ses revendications à cet égard. Après le déclenchement des hostilités en Ukraine, il a poursuivi ses efforts et s'est rendu à nouveau à Moscou, la dernière fois en juillet 2024.

Dans le même temps, le gouvernement hongrois s'est opposé à toutes les décisions de l'UE et de l'OTAN visant à impliquer la Hongrie dans un soutien à l'Ukraine allant au-delà des mesures humanitaires.

À ce jour, la Hongrie sous Orbán continue d'acheter du gaz naturel et du pétrole russes via les gazoducs existants et a obtenu à plusieurs reprises des dérogations pour son pays au sein de l'UE, en partie avec l'aide du président américain Trump. Ce faisant – et il le souligne explicitement –, il est guidé par les intérêts nationaux de la Hongrie. À maintes reprises, il a menacé d'utiliser le veto hongrois lors des renouvellements annuels des sanctions de l'UE contre la Russie, qui doivent être adoptées à l'unanimité.

Ce comportement assertif du gouvernement hongrois est, aux yeux des dirigeants de l'UE, un affront intolérable.

La Hongrie a ainsi défié la politique officielle de l'UE envers la Russie – qui interdit tout contact avec Moscou et préconise des sanctions économiques et autres – ainsi que sa politique envers l'Ukraine, qui a fait du soutien militaire, financier et économique inconditionnel la norme.

Les dirigeants de l'UE et l'Ukraine contre la Hongrie

Les dirigeants de l'UE cherchent donc depuis longtemps un moyen de forcer le gouvernement hongrois récalcitrant à céder, et pensent désormais l'avoir trouvé dans la combinaison de l'Ukraine et de Peter Magyar.

Quiconque analyse les événements entourant l'interruption des approvisionnements énergétiques – pétrole et gaz – via le gazoduc traversant l'Ukraine vers la Hongrie et la Slovaquie ne peut parvenir à d'autre conclusion que celle-ci : l'Ukraine a interrompu les approvisionnements énergétiques au nom et à la demande des dirigeants de l'UE, probablement en coordination avec l'OTAN également.

Tout d'abord, en détruisant la station de compression de gaz située à la frontière de l'Ukraine avec la Slovaquie et la Hongrie. Le gouvernement ukrainien a apparemment jugé l'argument selon lequel la Russie était responsable si peu convaincant qu'il n'a même pas tenté d'utiliser cette tactique lorsque les approvisionnements en pétrole ont été interrompus. Dans ce cas, des travaux de maintenance ont été privilégiés.

Étant donné que la région frontalière entre l'Ukraine et la Hongrie, où se trouvent les installations techniques concernées de l'oléoduc « Druzhba », est peuplée de Hongrois de souche, les services de renseignement hongrois ont certainement été en mesure de fournir à leur propre gouvernement une image claire de la situation. Le refus de l'Ukraine d'autoriser des inspections sur place par la Hongrie est donc d'autant plus grave.

En conséquence, le gouvernement hongrois a appelé à plusieurs reprises et avec insistance les dirigeants de l'UE à envoyer des techniciens en Ukraine pour une inspection. Formellement, les dirigeants de l'UE ont accédé aux demandes hongroises, mais sans exercer aucune pression politique ou autre — un message politique clair adressé à Budapest.

La Hongrie n'a donc eu d'autre choix que de conclure que l'Ukraine agit au nom des dirigeants de l'UE. Le comportement des dirigeants ukrainiens est d'autant plus frappant et déconcertant que le pays lui-même reçoit près de 50 % de ses

approvisionnements en gaz de la Hongrie depuis qu'il a cessé d'accepter les livraisons russes.

De plus, les dirigeants de l'UE, de concert avec l'Ukraine, demandent à la Hongrie de mettre à disposition le gaz provenant des propres installations de stockage de l'Ukraine.

Mais le soutien des dirigeants de l'UE à l'Ukraine contre la Hongrie ne suffit pas à lui seul. En présentant massivement l'Ukraine comme une menace volontaire contre la Hongrie — les dirigeants ukrainiens n'ont pas hésité à menacer la Hongrie de recourir à la force militaire ukrainienne —, les dirigeants de l'UE ne tentent pas seulement d'influencer les événements en Hongrie conformément à la politique dominante de l'UE. Ils veulent remettre les pendules à l'heure dans toute la région d'Europe de l'Est grâce au « bon » résultat électoral en Hongrie.

La Hongrie a préservé ses intérêts nationaux

La perte d'accès au pétrole et au gaz russes via les gazoducs traversant l'Ukraine a contraint la Hongrie à rechercher une solution alternative pour éviter tout nouveau chantage. Cette solution a été trouvée en coopération avec la Serbie, du moins pour le gaz naturel. La Hongrie s'approvisionne désormais en gaz russe bon marché via la Serbie, qui est reliée au gazoduc turc TurkStream. La Slovaquie est désormais également approvisionnée en gaz russe via la Serbie et la Hongrie, après que les dirigeants ukrainiens ont refusé le transit de gaz vers ce pays également pour des raisons politiques liées à l'UE.

En raison de la position ouvertement hostile de l'Ukraine, le gouvernement hongrois a décidé fin mars de suspendre les exportations de gaz vers l'Ukraine. La Hongrie a par la suite retenu les volumes destinés à l'Ukraine à titre de mesure de précaution, puisque l'Ukraine a depuis également attaqué le gazoduc TurkStream, par lequel la Hongrie reçoit son gaz de Russie via la Serbie.

Victor Orban a également annoncé qu'il bloquerait le prêt de 90 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine approuvé par l'UE jusqu'à ce que la question de l'approvisionnement en pétrole soit définitivement résolue à la satisfaction de la Hongrie. Un coup dur pour le régime de Kiev.

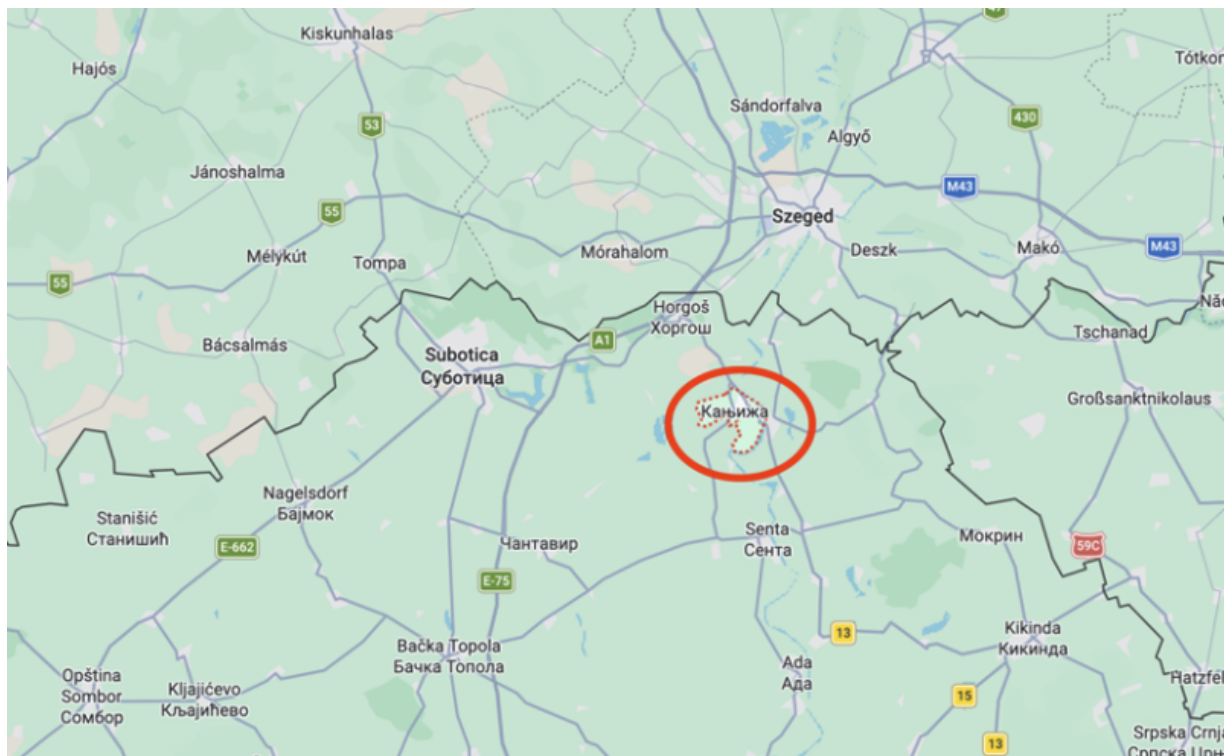
En Ukraine, on reconnaît ouvertement que l'argent ne durera que jusqu'au début du mois de mai au plus tard. Face à cette situation, le désespoir de Zelenskyy et de l'UE est palpable.

Tentative d'attentat à la bombe contre le gazoduc alimentant la Hongrie via la Serbie



Serbian President Aleksandar Vucic

Quelques jours avant les élections en Hongrie, début avril, le président serbe Vucic a annoncé qu'une tentative d'attentat à la bombe avait été perpétrée contre le gazoduc qui alimente la Hongrie en gaz depuis la Serbie. C'est ce que semblent indiquer deux sacs à dos remplis d'explosifs qui ont été découverts près du gazoduc. Le lieu de la découverte, Kanzija, situé directement à la frontière serbo-hongroise, laisse peu de place à d'autres interprétations que celle d'une tentative de perturber l'approvisionnement en gaz de la Hongrie.



Le directeur de Srbijagas, Dusan Bajatovic, partage également ce point de vue :

« Je suppose que cela ne visait pas la Serbie. D'après mon analyse politique, cela visait la Hongrie, car la Serbie n'aurait pas été privée de gaz dans un tel cas. L'objectif était de priver la Hongrie et la Slovaquie de gaz, ce qui aurait eu des conséquences économiques et politiques, notamment dans le contexte des élections hongroises. »

En Hongrie, le Conseil de sécurité nationale s'est réuni en réaction à ces événements. À l'issue de cette réunion, l'armée hongroise prendra désormais le contrôle des gazoducs situés sur le territoire hongrois jusqu'à nouvel ordre.

Le fait que les chefs de gouvernement hongrois et slovaque aient appelé à une reprise du dialogue avec la Russie et à la fin des sanctions à la suite de la crise pétrolière et gazière créée artificiellement par l'Ukraine a probablement alimenté davantage la volonté de l'UE de voir un changement de pouvoir en Hongrie.

Alors que les responsables en Serbie, en Hongrie et en Slovaquie tentent de donner un sens à la situation, même les déclarations du président serbe concernant la découverte d'explosifs sont remises en question dans les médias allemands. On y lit « ... des sacs à dos remplis d'explosifs auraient été trouvés en Serbie... » (Spiegel) ou encore « ... une découverte présumée d'explosifs près d'un gazoduc en Serbie... » (Bayrischer Rundfunk), ce qui n'a rien à voir avec un reportage neutre.

La fin de la campagne

Le seul adversaire sérieux du Premier ministre Orbán, au pouvoir jusqu'à présent, était Peter Magyar, député européen et président du parti TISZA. Dans la presse allemande, le conservateur Magyar n'est pas simplement présenté comme le candidat de tête du parti TISZA. Il n'y avait aucun doute quant à savoir à qui allaient les sympathies lors de cette élection. Il ne s'agissait pas d'une éventuelle victoire électorale, mais de la chute de Victor Orbán, impopulaire auprès de l'UE. « [Comment les partisans de Magyar sont harcelés en Hongrie](#) », pouvait-on lire par exemple dans le titre de la « Tagesschau ». Dans le même temps, toutes les mesures possibles sont prises contre le gouvernement, par exemple contre le ministre des Affaires étrangères Szijarto, qui a été accusé d'avoir informé son homologue russe Lavrov sur des questions internes à l'UE pendant des années.

Aucune preuve n'a jamais été fournie pour étayer ces allégations non fondées. Il ne fallait d'ailleurs pas s'y attendre. Après tout, toute cette affaire ne concernait ni Szijarto, ni Lavrov, ni même l'UE. Il s'agissait uniquement de générer une couverture médiatique négative à l'encontre du Premier ministre hongrois Orbán dans le cadre d'une campagne électorale alimentée depuis l'étranger.

Le Premier ministre sortant Orbán a avant tout défendu l'autodétermination nationale de la Hongrie : du pétrole et du gaz russes à des prix abordables, pas de migration incontrôlée comme l'exige l'UE, pas d'aide militaire à l'Ukraine, pas de financement supplémentaire pour la guerre en Ukraine, et pas d'adhésion de l'Ukraine à l'UE ou à l'OTAN. Il a maintenu ces exigences même si l'UE a retenu au total 35 milliards d'euros de financement à la Hongrie au fil des ans — pour un PIB d'environ 215 milliards d'euros — et l'a fait de facto sans aucune base juridique, uniquement pour des raisons politiques.

La Hongrie a partiellement compensé la perte de ces fonds en vendant des ressources énergétiques russes à l'Europe. La Russie a indirectement soutenu le gouvernement Orbán dans cette entreprise en favorisant la société hongroise MOL au détriment de l'État serbe lors de la vente de la raffinerie serbe LUKOIL à Niš, imposée par les États-Unis. Cette source de revenus risque également de se tarir pour la Hongrie dans un avenir proche, d'autant plus que von der Leyen évoque déjà un achat paneuropéen de gaz.

Le challenger Peter Magyar a évité toutes les questions majeures cruciales pour les relations de la Hongrie avec l'UE et n'a pris aucune position à leur sujet.



Peter Magyar, vainqueur des élections législatives hongroises, en Israël - [Source : Haberler.com](https://www.haberler.com)

Sa campagne s'est articulée autour d'un thème central : s'opposer à Orbán. Son épouse, Judit Varga, a occupé le poste de ministre de la Justice sous Viktor Orbán jusqu'à sa démission en 2024. Elle souhaitait que sa démission soit perçue comme un acte de protestation contre les décisions controversées du gouvernement. Son mari, Peter Magyar, a saisi cette occasion pour prendre ses distances avec Viktor Orbán et le FIDESZ.

Ces deux points, associés à un refus de prendre fermement position sur les véritables enjeux économiques et politiques – le tout combiné à un engagement envers l'UE et l'OTAN –, constituaient les pierres angulaires de la campagne de Peter Magyar. Il jouait essentiellement le jeu du « lave-moi, mais ne me mouille pas ». Avec cette approche, il reproduit les tactiques des récentes campagnes électorales – par exemple en Allemagne – qui mettaient l'accent sur les personnalités plutôt que sur le fond.

Les premières déclarations du vainqueur après les élections

Compte tenu des points mentionnés ci-dessus, le malaise des pays voisins face au résultat des élections était compréhensible :

Une victoire d'Orbán aurait été un désastre pour l'Ukraine. Pas d'argent, pas de gaz, pas d'électricité (en provenance de Slovaquie), pas d'aide militaire, pas d'adhésion à l'UE. Et ce désastre pour l'Ukraine aurait agi comme un catalyseur dans cette maison déjà en feu qu'est l'UE.

Ces perspectives ont contraint l'UE à soutenir et à courtiser le candidat de l'opposition partout où cela était possible, par tous les moyens nécessaires.

Peter Magyar est sorti clairement vainqueur des élections. Malgré sa confortable majorité des deux tiers, il devra agir avec prudence face à l'héritage qu'il a reçu d'Orbán. Le marché mondial de l'énergie est dans un état désastreux, ce qui rend pratiquement impossible pour lui de se passer du gaz et du pétrole russes. Une victoire avec un handicap, pour ainsi dire, qu'il ne peut ignorer s'il ne veut pas exposer son pays à un choc économique.

Mais l'UE veut des résultats, et elle les veut immédiatement. Elle subordonne le déblocage des 35 milliards d'euros d'aide gelés susmentionnés à pas moins de 27 exigences, comme le rapporte le Financial Times.

Hungarian politics

+ Add to myFT

ОСТАШКО! ВАЖНОЕ
TELEGRAM

EU ties €35bn fund release to Hungary's break with Orbán era

Brussels links unfreezing of funds to 27 conditions it expects incoming prime minister Péter Magyar to deliver on



Péter Magyar, centre, on Sunday pledged he would restore democratic checks and balances — something the defeated prime minister Viktor Orbán openly derided © Marton Monus/Reuters

L'accent est mis sur le déblocage du prêt de 90 milliards d'euros destiné à l'Ukraine, que Viktor Orbán a bloqué, et sur la levée du veto contre le nouveau train de sanctions à l'encontre de la Russie.

Tout aussi urgente est l'exigence faite au gouvernement hongrois de mener des enquêtes anticorruption sur l'administration Orbán.

Vient ensuite immédiatement la demande d'accélérer les négociations sur les questions migratoires. Bruxelles parle assez ouvertement de moyen de pression dans tout cela. Le gouvernement hongrois devrait se plier aux politiques pro-ukrainiennes et anti-russes de l'UE.

Toutes ces exigences de l'UE auront un impact nettement négatif sur la vie des Hongrois.

Conclusion

Viktor Orbán est un homme politique qui a froissé de nombreux dirigeants de l'Union européenne — et pas seulement eux. Il considérait Helmut Kohl comme son modèle politique, et son style en porte indéniablement la marque. Son départ se fera sentir — en Hongrie, mais aussi dans l'ensemble de l'Union européenne.

Les victoires électorales, associées à un changement de cap politique et économique, posent le problème suivant : le vainqueur doit tenir compte d'une grande partie de l'héritage de son prédécesseur, surtout si les conséquences du changement envisagé sont clairement perçues comme négatives par la population.

Peter Magyar n'avait rien d'autre à offrir dans son programme électoral que « Je suis contre Orbán ».

Le résultat de l'élection va changer la Hongrie. Il va également changer l'UE. Je n'y vois aucun avantage, ni pour la Hongrie, ni pour l'UE.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Orbán, Viktor Magyar, Peter Hongrie L'UE